

Lu pour vous : « Eaux souterraines : Rendre visible l'invisible ».

Il s'agit du Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau 2022, édité par l'UNESCO.

Le rapport décrit les défis et les opportunités que présentent l'exploitation, la gestion et la gouvernance des eaux souterraines, dans le monde, et vise à apporter une compréhension claire :

- du rôle qu'elles jouent dans la vie quotidienne,
- de leurs interactions avec les populations et
- des possibilités d'optimisation de leur emploi afin de garantir la viabilité à long terme de cette ressource vulnérable.

Les eaux souterraines, qui constituent près de 99% de toutes les réserves d'eau douce liquide sur Terre, peuvent apporter aux sociétés d'immenses opportunités et bénéfices sur le plan social, économique et environnemental.

Elles fournissent, déjà, la moitié de la quantité d'eau prélevée pour un usage domestique par la population mondiale, y compris l'eau potable fournie à une grande majorité de la population rurale qui n'est pas desservie par les systèmes de distribution publics ou privés et environ 25% de toute l'eau prélevée à des fins d'irrigation.

Pourtant cette ressource reste mal comprise et, par conséquent, sous-évaluée, mal gérée, voire gaspillée.

Les eaux souterraines jouent un rôle central dans la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et hydrique, la création d'emplois décents, le développement socio-économique ainsi que dans la résilience des sociétés et des économies au changement climatique.

Or notre dépendance à l'égard des eaux souterraines ne peut que s'accroître en raison surtout d'une demande croissante en eau de tous les secteurs, conjuguée à la variation, de plus en plus marquée, des régimes pluviométriques.

Les eaux souterraines, comme les bénéfices directs et indirects qu'elles procurent, passent trop souvent inaperçus ou sont ignorés, laissant de nombreux aquifères sans protection adéquate.

Bien que localisées sous la surface terrestre, elles n'échappent pas aux effets du changement climatique.

Il faudrait, de ce fait, consentir des efforts, importants et concertés, pour assurer une gestion et une utilisation durables des eaux souterraines en vue de tirer parti de tout leur potentiel.

Et pour y parvenir il y a lieu de les rendre visibles.

C'est pourquoi :

- Les eaux souterraines doivent figurer au rang des priorités des gouvernants.
- Une gouvernance et une gestion efficaces leur sont essentielles.
- L'exploitation et la gestion des nappes souterraines doivent reposer sur des données, des informations et des connaissances fiables.
- Pour cela, des institutions fortes seront déterminantes afin de prendre en compte les intérêts divergents de toutes les parties prenantes.
- Des dispositions juridiques doivent clarifier les droits et règles dans le domaine des eaux souterraines.
- Les aquifères transfrontaliers nécessitent de la coopération.
- Des politiques ainsi qu'une planification claire et un financement ad hoc doivent aboutir à des actions concertées.

Outre l'état des lieux des ressources actuelles, la publication dresse un tableau des défis qui nous attendent.

Elle envisage de nouvelles méthodes pour gérer, de manière plus efficace et durable, en utilisant plus intelligemment les réserves d'eaux souterraines, encore inégalement exploitées, et en protégeant les nappes contre la pollution et la surexploitation afin de répondre aux besoins d'une population mondiale en constante expansion et de mieux réagir aux crises climatiques et énergétiques mondiales.

Elle montre aussi que la préservation de la santé humaine, la réduction de la pauvreté et l'égalité des genres reposent, en partie, sur une meilleure gestion des eaux souterraines.

C'est pourquoi l'accroissement des connaissances et le développement des moyens actuels ne suffisent pas pour protéger les aquifères.

Il faudra, aussi, innover en développant de nouveaux procédés techniques, en réformant les institutions et le droit et en les dotant de nouveaux modes de financement ainsi qu'en faisant évoluer les comportements.

Les eaux souterraines étant un bien commun, il est impératif que les gouvernements assument pleinement la responsabilité qui leur incombe, en tant que gardiens de cette ressource, et veillent à ce que l'accès aux eaux souterraines (et aux avantages qui en découlent) soit équitablement réparti et que les générations futures puissent en bénéficier.

En matière de gestion des eaux souterraines, seuls des processus de planification ouverts et participatifs permettraient de concevoir des plans et par extension une gestion opérationnelle qui soient davantage soutenus et acceptés par le public.

Le rapport de 250 pages est structuré en 14 chapitres traitant des questions se rapportant :

- A l'état des ressources en eau souterraine.
- Aux propriétés et caractéristiques de leurs systèmes aquifères.
- Aux aspects juridiques et institutionnels de la gouvernance des eaux souterraines.
- A leur utilisation dans le secteur agricole.
- A l'approvisionnement des établissements humains en eau potable en zones urbaines et rurales.
- A leur exploitation pour les besoins de l'industrie.
- Aux écosystèmes dépendant des eaux souterraines.
- Aux impacts du changement climatique sur les ressources en eau souterraine et à la résilience des aquifères.
 - Aux perspectives des eaux souterraines dans les différentes régions du monde (dont la région arabe et l'Afrique subsaharienne).
 - Au renforcement et à l'actualisation des bases de connaissance.
 - Aux politiques et planifications relatives aux eaux souterraines.
 - A la gestion intégrée des eaux souterraines.
 - Aux avantages de la coopération juridique et institutionnelle sur les aquifères transfrontaliers.
 - Au financement requis au service de la durabilité.

Référence :

https://www.pseau.org/outils/ouvrages/un_water_unesco_wwdr_2022_eaux_souterraines_rendre_l_invisible_visible_2022.pdf